

**PC 045 034 23 00016 M01 (Boigny sur Bionne)**  
**PC 45333 23 T0004 M01 (Vennechy)**Déposé le 20/11/2025  
Complet le 20/11/2025

Par :	AREFIM Monsieur FENES VALERY		
Demeurant :	28 Buirette, rue Buirette 51100 REIMS		
Pour :	Adaptation des cheminements piétons et aménagements extérieurs, suppression de PV en toiture, Liste non exhaustive, voir notice.	Surface de plancher modifiée : Nb de logement(s) créé(s) : Destination(s) :	31 179m <sup>2</sup> 0 Bureaux, Entrepôt
Sur un terrain sis :	1 rue de la Bergamote à BOIGNY-SUR-BIONNE/VENNECY		

**Le Maire,**

Vu la demande de Permis de construire modificatif susvisée,  
Vu le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L. 421-1, R. 421-1, R. 421-13, R. 421-14 et R. 421-16,  
Vu le Plan Local d'Urbanisme Métropolitain approuvé le 07/04/2022 et 10/07/2025 par délibérations du Conseil métropolitain, exécutoire à compter du 04/05/2022, mis à jour par arrêté du 10/07/2022, 19/01/2023, 10/10/2023, 11/03/2024, 18/11/2024 et 01/10/2025 et modifié le 22/06/2023, le 16/11/2023, le 20/06/2024 et le 10/07/2025.

Vu le Plan Local d'Urbanisme de Vennechy approuvé le 01/12/2008, modifié le 25/10/2010, le 29/04/2013, le 19/02/2015 et le 06/02/2028, révisé le 25/03/2013 et le 14/12/2020.

Vu le Permis de construire initial n°PC 045 034 23 00016/PC 45333 23 T0004, accordé le 29/11/2024, à AREFIM,

Vu l'avis Favorable avec réserve de Orléans Métropole - Direction du Cycle de l'Eau en date du 06/01/2026,

Vu l'avis Favorable tacite de Direction Régionale de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement en date du 04/01/2026,

Vu l'avis favorable du Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS) du Loiret en date du 30 janvier 2026,

**ARRÊTE**

**Article 1** : Le Permis de construire n°PC 045 034 23 00016/PC 45333 23 T0004 est **MODIFIE** suivant la demande susvisée.

**Article 2** : Les prescriptions émises par le SDIS et annexées au présent arrêté devront être respectées.

**Article 3** : Les prescriptions du Permis de construire initial sont maintenues.

Fait à VENNECY, le **6 FEV. 2026**  
P/Le Maire, L'adjoint délégué,  
Dominique LOISEAU



Fait à BOIGNY SUR BIONNE, le **09/02/2026**  
Le Maire,  
Luc MILLIAT



La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L. 2131-2 du Code général des collectivités territoriales.

Avis de dépôt affiché en Mairie de VENNECY le : **20 NOV. 2025**  
Avis de dépôt affiché en Mairie de BOIGNY SUR BIONNE le :  
Transmis en Préfecture le : **10/02/2026**

## INFORMATIONS - À LIRE ATTENTIVEMENT

**Délais et voies de recours :** la décision peut faire l'objet d'un recours contentieux dans un délai de deux mois à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain d'un panneau décrivant le projet et visible de la voie publique (article R. 600-2 du Code de l'Urbanisme). L'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité, de notifier copie de celui-ci à l'auteur de la décision et au titulaire de l'autorisation (article R. 600-1 du Code de l'Urbanisme). Vous pouvez également saisir d'un recours gracieux dans un délai d'un mois l'auteur de la décision ou, lorsque la décision est délivrée au nom de l'Etat, saisir d'un recours hiérarchique le ministre chargé de l'urbanisme. Le silence gardé pendant plus de deux mois sur ce recours par l'autorité compétente vaut décision de rejet. Le délai de recours contentieux contre une décision mentionnée au premier alinéa n'est pas prorogé par l'exercice d'un recours gracieux ou d'un recours hiérarchique (article L. 600-12-2 du Code de l'Urbanisme).

Modalités de saisine du tribunal administratif :

- par courrier adressé au **28 rue de la Bretonnerie** 45057 Orléans cedex 1 ;
- par l'application informatique Télérecours accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

La décision est délivrée sous réserve du droit des tiers : elle vérifie la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme.

Elle ne vérifie pas si le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si la déclaration préalable respecte les règles d'urbanisme.

Il est rappelé que toute modification non déclarée de votre projet en cours de chantier pourrait entraîner une opposition à la conformité des travaux et si votre projet concerne un établissement recevant du public à la mise en exploitation de votre établissement.

**Commencement des travaux :** conditions dans lesquelles la présente autorisation devient exécutoire.

Vous pouvez commencer les travaux autorisés dès la date à laquelle cette autorisation vous a été notifiée, sauf dans le(s) cas particulier(s) suivant(s) :

- une autorisation relevant d'une autorité décentralisée n'est exécutoire qu'à compter de la date à laquelle elle a été transmise au préfet ou à son délégué dans les conditions définies aux articles L. 2131-1 et L. 2131-2 du Code général des collectivités territoriales. Le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale doit vous informer de la date à laquelle cette transmission a été effectuée ;
- pour un permis de démolir, les travaux de démolition ne peuvent commencer que quinze jours après la date à laquelle l'autorisation est acquise ;
- si l'arrêté mentionne que votre projet fait l'objet d'une prescription d'archéologie préventive alors les travaux ne peuvent pas être entrepris avant l'exécution des prescriptions d'archéologie préventive.

**Affichage :** les travaux peuvent démarrer dès que l'autorisation est exécutoire. L'affichage sur le terrain du permis de construire, d'aménager ou de démolir explicite ou tacite ou l'affichage de la déclaration préalable, prévu par l'article R. 424-15, est assuré par les soins du bénéficiaire du permis ou du déclarant sur un panneau rectangulaire dont les dimensions sont supérieures à 80 centimètres. Les indications à porter sur le panneau d'affichage sont codifiées par l'article A 424-16 et A 424-17 du code de l'urbanisme. L'affichage mentionne également l'obligation, prévue à peine d'irrecevabilité par l'article R. 600-1, de notifier tout recours administratif ou tout recours contentieux à l'auteur de la décision et au bénéficiaire du permis ou de la décision prise sur la déclaration préalable.

**Durée de Validité :** l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de la notification de l'arrêté initial. Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année.

L'autorisation peut être prorogée, c'est à dire que sa durée de validité peut être prolongée, sur demande présentée deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes administratives de tous ordres et les taxes et participations applicables au terrain n'ont pas évolué.

Vous devez formuler votre demande de prorogation sur papier libre, en joignant une copie de l'autorisation que vous souhaitez faire proroger. Votre demande en double exemplaire doit être :

- soit adressée au maire par pli recommandé, avec demande d'avis de réception postal,
- soit déposée contre décharge à la mairie.

**Chantier :** Il est rappelé que la Déclaration Attestant l'achèvement et la Conformité des Travaux (DAACT) est à retourner en Mairie (disponible sur le site internet [www.service-public.fr](http://www.service-public.fr)).

**Obligation de souscrire une assurance dommages-ouvrages :** cette assurance doit être souscrite par la personne physique ou morale dont la responsabilité décennale peut être engagée sur le fondement de la présomption établie par les articles 1792 et suivants du Code civil, dans les conditions prévues par les articles L. 241-1 et suivants du Code des assurances.